



# Le Génocide des Arméniens

## 24 avril 1915 – 24 avril 2015 : un centenaire exemplaire

**Arsène Avédis Papazian**

Clinique de l'Europe  
Vallée des Vignes, 5 allée des Pays-Bas - 80090 Amiens cedex  
[as.papazian@wanadoo.fr](mailto:as.papazian@wanadoo.fr)

### Introduction

Des milliers de livres, de publications et de conférences ont été consacrés au Génocide des Arméniens, premier génocide du XX<sup>e</sup> siècle qui compta 1 500 000 victimes au cours et au décours immédiat de la Première Guerre Mondiale.

Dans un documentaire réalisé il y a plus de 20 ans, une vieille femme arménienne qui fut une orpheline rescapée du Génocide s'exprimait en turc à l'intention des Turcs en ces termes : « *Si toutes les mers du monde étaient de l'encre et si tous les arbres étaient des crayons, cela ne suffirait pas pour écrire la tragédie du peuple arménien !* ».

A la veille de l'invasion de la Pologne en 1939, Hitler s'adressait à ses généraux en ces termes : « *Notre force doit résider dans notre rapidité et notre brutalité. J'ai donné l'ordre à des unités spéciales SS de se rendre sur le front polonais et de tuer sans pitié hommes, femmes et enfants. Qui se souvient encore du massacre des Arméniens ?* ».

Au cours de la Première Guerre Mondiale, l'Empire ottoman fut l'allié de l'Allemagne et de l'Empire austro-hongrois. C'est le 24 avril 1915 que furent arrêtés à Constantinople et assassinés 2 500 intellectuels arméniens, date à partir de laquelle déportations et massacres firent disparaître 1 500 000 hommes, femmes et enfants. Pour situer ce Génocide dans l'Histoire de l'Humanité, il est possible d'évoquer l'Avant, le Pendant et l'Après.

### L'avant

Qui sont les Arméniens, d'où viennent-ils ? Au gré des vicissitudes de l'Histoire, la civilisation arménienne s'est épanouie pendant plus de 3 millénaires, sur un pays de montagnes et de plateaux d'environ 300 000 km<sup>2</sup>, situé entre la mer Noire à l'ouest et la mer Caspienne à l'est, le Caucase au nord et la Mésopotamie au sud, en Asie Mineure. L'Arménie est dominée par de hauts sommets parmi lesquels le Mont Ararat où s'échoua l'Arche de Noé culmine à 5 205 mètres.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les linguistes ont établi que les Arméniens parlent une langue indo-européenne au même titre que les Perses, les Indiens et les Grecs. Ni anatolienne comme le hittite, ni indo-iranienne comme le vieux perse, elle se rattache au 3<sup>e</sup> groupe, le thraco-phrygien qui pénétra en Asie Mineure à la fin du II<sup>e</sup> millénaire avant JC. Cette population fonda un royaume sur le plateau anatolien et dans la vallée de l'Euphrate, nommé par les Assyriens Ourartou. Du IX<sup>e</sup> au VI<sup>e</sup> siècle avant JC, les Ourartiens développèrent une civilisation brillante, puis passèrent en 590 avant JC sous domination perse. En 331 avant JC Alexandre le Grand vainquit Darius III et conquiert l'Empire perse achéménide, qui échut à l'un de ses lieutenants, Séleucos, tout comme l'Égypte échut à un autre de ses lieutenants, Ptolémée.

Ultérieurement, les Arméniens s'émancipèrent de la dynastie séleucide et fondèrent le Royaume d'Arménie qui au faîte de sa splendeur sous Tigrane le Grand au I<sup>er</sup> siècle avant JC, traitait d'égal à égal avec l'Empire romain à l'ouest et l'Empire parthe à l'est. Ce Royaume d'Arménie s'étendait alors du Caucase au nord à la Palestine au sud et de la Méditerranée à l'ouest à la mer Caspienne à l'est.

Christianisée dès le 1<sup>er</sup> siècle après JC, l'Arménie devint le 1<sup>er</sup> état chrétien du monde en 301 sous Tiridate IV après sa conversion par Grégoire l'Illuminateur. Ce royaume joua le rôle de tampon entre l'Empire romain d'Orient ayant pour capitale Byzance qui devint Constantinople et l'Empire perse, avant d'être annexé par ces 2 empires.



En 451, 60 000 hommes commandés par Vartan Mamigonian affrontèrent l'élite de l'armée perse pour résister à une conversion forcée au zoroastrisme. Cette bataille devint le symbole de leur foi chrétienne préservée.

A partir du VII<sup>e</sup> siècle, les invasions arabes mirent à mal les Empires byzantin et perse, et c'est sous la protection du Calife que les Arméniens conservèrent leur foi. Au gré des conflits opposant Byzantins, Perses et Arabes, le Royaume d'Arménie tenta de maintenir son intégrité mais se fragmenta en donnant naissance à de nouvelles entités, au sud-ouest le royaume de Cilicie appelé « la Petite Arménie » et au nord-est les provinces arméniennes de Géorgie.

Les invasions des Turcs seldjoukides entretenaient une vigilance armée de ces Chrétiens d'Orient, en qui les Croisés trouvèrent de fidèles alliés. De nombreuses princesses arméniennes épousèrent ainsi des Barons francs et régnèrent sur les Royaumes et Comtés de Jérusalem, d'Edesse et de Tripoli au temps des Croisades.

Après la conquête de Constantinople en 1453, les Turcs ottomans s'emparèrent de l'Asie Mineure et affrontèrent l'Empire perse. La frontière entre les deux empires, issue de la paix turco-persane de 1639, fut tracée à l'est du lac de Van et divisait en 2 le monde arménien, une Arménie occidentale sous domination ottomane et une Arménie orientale sous domination persane puis ultérieurement russe. En 1828, des milliers d'Arméniens ottomans décidèrent d'émigrer vers l'Arménie orientale sous protection de l'Empire russe chrétien. Ils furent préservés des massacres ultérieurs de 1894-1896 perpétrés dans l'Empire ottoman.

Dans l'Empire ottoman, les Arméniens étaient présents en Anatolie orientale, en Cilicie, et dans des communautés urbaines de l'Anatolie occidentale et des Balkans, en particulier Constantinople, Andrinople, Smyrne. En tant que minorité non musulmane, les Arméniens tout comme les Grecs et les Juifs disposaient d'un statut spécial, le statut de « *dhimmi* » : ce statut accordé aux Chrétiens et aux Juifs leur assurait une protection moyennant un impôt spécial, ce qui les autorisait à pratiquer leur culte. La communauté arménienne cohabitait dans une harmonie relative avec la communauté turque.

La situation commença à se dégrader au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, à mesure que l'Empire ottoman déclinait par l'effet des pertes territoriales successives, le fameux « *homme malade* » selon les termes du Tsar Nicolas I<sup>er</sup>. Les persécutions furent croissantes, les Arméniens sollicitèrent les Puissances étrangères pour les protéger, ce qui ne fit qu'accroître chez les Turcs le sentiment qu'ils étaient les « *ennemis de l'intérieur* ». Des massacres de masse furent perpétrés en 1894-1896 sous le règne du sultan Abdül Hamid II surnommé le « *Sultan Rouge* » tant il baignait dans le sang des Arméniens et des Grecs. La Turquie mit fin aux massacres sous la menace d'une intervention armée des Puissances occidentales à la suite d'un coup de force d'un commando du parti Datchak qui, le 22 août 1896, occupa le siège de la Banque ottomane et retint en otage 140 personnes dont des Européens. Ultérieurement, de nouveaux massacres furent perpétrés en 1909 à Adana en Cilicie.

Voilà le contexte qui planta le décor du Génocide des Arméniens.

## Le pendant

C'est avec le mouvement « *Jeunes Turcs* » que naquit l'espoir des Arméniens. Il s'agissait de Turcs progressistes ayant fondé le Comité Union et Progrès, arrivant au pouvoir en juillet 1908, le perdant en 1912 et y revenant par un coup d'Etat en janvier 1913. Ce Comité Union et Progrès était hostile au sultan Abdül Hamid. Il prônait l'union de tous les peuples, sans distinction de religion, et proposait l'établissement d'un régime parlementaire. Abdül Hamid fut contraint à la démission en 1909 et remplacé par son frère Mehmet V, totalement acquis au Comité Union et Progrès.

L'espoir ne dura pas longtemps car le mouvement Jeunes Turcs, composé majoritairement de Turcs issus des territoires perdus, dériva vers le nationalisme le plus dur, fondé sur l'idéologie du panturquisme excluant les minorités non turques en particulier arménienne et grecque, et sur la nostalgie de la grandeur passée de l'Empire ottoman. La perte des territoires à l'issue des Guerres Balkaniques de 1912-1913 entraîna une immigration massive de Turcs musulmans dans ce qui restait de l'Empire ottoman : Andrinople et Constantinople pour la partie occidentale, l'Anatolie pour la partie asiatique.

Lorsque la Première Guerre Mondiale éclata, l'Empire ottoman se rangea le 1<sup>er</sup> novembre 1914 au côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Ce fut l'occasion de régler définitivement la Question arménienne par l'élimination des Arméniens. Ce fut l'aboutissement du projet de turquisation de l'Anatolie et d'homogénéisation ethnique de l'Asie Mineure par extermination des peuples chrétiens arménien, grec et syriaque, et leur remplacement par les Turcs des territoires perdus.



Pétris de darwinisme social, les dirigeants du Comité Union et Progrès y voyaient par l'installation de ces Turcs migrants l'opportunité de créer une continuité géographique et ethnique avec les populations turcophones du Caucase. Dès le début d'avril 1915, la presse unioniste de Constantinople ne cessa de dénoncer les « *ennemis de l'intérieur* » qu'étaient les Arméniens chrétiens qui déjà au siècle précédent avaient demandé la protection des Puissances étrangères maintenant réunies dans la Triple Entente (France, Russie, Grande Bretagne) devenues les « *ennemis de l'extérieur* ».

Le Génocide des Arméniens fut organisé par le triumvirat dirigeant le Comité Union et Progrès : Talaat pacha (Ministre de l'Intérieur puis Premier Ministre), Enver pacha (Ministre de la Guerre) et Djemal pacha (Commandant en Chef de l'Armée). Le Génocide fut exécuté par l'Organisation Spéciale dirigée par le Docteur Behaeddin Chakir, groupe para-militaire directement rattaché à la direction du Comité Union et Progrès et composé de criminels amnistiés et de milices tribales tcherkesses, kurdes et tchéchènes. Cette Organisation Spéciale mise en place en juillet-août 1914 agissait sur ordres transmis verbalement ou par télégrammes codés sans correspondance officielle du gouvernement.

L'Empire ottoman, subissant de lourdes défaites infligées par les Russes dans le Caucase, prit le prétexte d'une alliance de fait entre les Arméniens de l'est et les Russes pour les désigner comme « *traîtres* ». En réalité, les jeunes Turcs avaient depuis longtemps enclenché le processus des massacres, les Arméniens de Van résistèrent, les Russes leur vinrent en aide, et ce fut le prétexte des « *représailles* ».

Le Génocide des Arméniens procéda par étapes s'inscrivant dans une logique d'extermination systématisée de tout un peuple :

- ▶ Tout d'abord l'élimination des conscrits répondant à l'appel de mobilisation lancé le 3 août 1914, ce qui eut pour conséquence de vider les campagnes des hommes en âge de combattre. Bien vite ces conscrits arméniens furent désarmés et limités à des bataillons de travail forcé, puis exécutés à l'arme blanche, ce qui dans l'esprit des Unionistes écartait le risque de résistance intérieure.
- ▶ Puis le 24 avril 1915 eut lieu la rafle des élites de Constantinople : politiques, économiques, intellectuelles, religieuses : 2 500 hommes seront ainsi rapidement assassinés. Le Ministre de l'Intérieur, Talaat pacha, organisa méthodiquement cette opération.
- ▶ Enfin, les populations restantes – femmes, enfants, vieillards – furent déportés à pied depuis leur lieu de résidence vers les déserts de Syrie et de Mésopotamie dans ce que l'on a appelé « *les marches de la mort* ». La faim, la soif, les épidémies, les attaques des bandes tchétes de l'Organisation Spéciale anéantirent ces populations, dont les cadavres étaient charriés jour et nuit par le Tigre et l'Euphrate, et dont les rares survivants arrivés à Deir ez Zor furent jetés dans des puits et brûlés. Dans les régions montagneuses, femmes et enfants étaient précipités vivants dans les ravins. Ces convois de déportation ont suivi des itinéraires extrêmement précis dont la cartographie témoigne du caractère méthodique, organisé, scientifique du Génocide ; ce sont les Turcs eux-mêmes qui ont tenu une statistique précise des populations déplacées.

Les souvenirs les plus atroces hantent la mémoire des survivants : le viol et le rapt des jeunes filles, le rapt des enfants, les enfants ligotés et jetés vivants dans l'Euphrate, les centaines d'hommes égorgés sous les yeux de leurs femmes et enfants, les femmes enceintes éventrées par leurs bourreaux qui prenaient des paris sur le sexe de l'enfant...

De nombreux témoignages de Religieux et Diplomates tant allemands (présents dans l'Empire ottoman comme Puissance alliée) dont le pasteur Johannes Lepsius qui rendit public un important rapport, qu'américains (neutres à l'époque) dont Henri Morgenthau, ambassadeur américain en poste en 1915 qui publia ses mémoires au lendemain de la Première Guerre Mondiale, ou anglais dont Arnold Toynbee qui témoigna en 1916 sur le Génocide dans le Livre Bleu britannique, attestèrent de la réalité indéniable des faits. Il faut rendre hommage au courage d'Armin Wegner, Docteur en Droit, infirmier dans l'armée allemande en poste le long du Bagdad Bahn qui malgré une interdiction formelle de sa hiérarchie documenta par ses photographies le martyr du peuple arménien.

Les rescapés des camps retrouvés dans les régions arabes après le contrôle par les forces britanniques et en moindre nombre françaises furent dans un premier temps concentrés à Alep et en Cilicie, recueillis souvent par des congrégations religieuses et des orphelinats américains, puis transitèrent par la Grèce pour être dirigés vers des terres d'accueil au Moyen-Orient, en Egypte, en France, en Argentine, au Canada, aux Etats-Unis.



## L'après

### L'après immédiat

En 1919, le nouveau gouvernement turc mit en place à Constantinople des cours martiales pour juger les responsables du Génocide. Les principaux responsables (Talaat, Enver, Djemal) avaient fui vers l'Allemagne à bord d'un navire de guerre allemand le 1<sup>er</sup> novembre 1918.

Les navires de guerre britanniques et français arrivèrent en rade de Constantinople le 13 novembre 1918. La priorité du gouvernement turc d'après-guerre fut d'entamer des négociations de paix avec les Puissances victorieuses afin de limiter l'ampleur des pertes territoriales. A cette fin, le gouvernement attribua au Comité Union et Progrès la responsabilité des massacres des Arméniens et afficha son intention bienveillante en organisant des procès politiques.

A cette époque et jusqu'à la victoire de Mustapha Kémal en 1922, la reconnaissance du processus d'extermination et la responsabilité de l'Etat n'étaient pas contestées par le nouveau gouvernement. Du 28 avril au 5 juillet 1919, 24 dirigeants du Comité Union et Progrès furent jugés, 12 dans le prétoire et 12 *in absentia* étant en fuite. Les condamnations à mort concernèrent pour l'essentiel les dirigeants en fuite, donc par contumace, alors que pour les 12 présents il y eut acquittement ou condamnation à emprisonnement. En 1919 et 1920 se tint une vingtaine de procès régionaux ou locaux qui aboutirent à des condamnations à mort ou emprisonnement.

En 1921 et 1922, constatant les réticences de l'Etat ottoman et l'inaction des Puissances victorieuses, les victimes traquèrent leurs bourreaux en particulier à travers le commando Némésis, Némésis déesse grecque de la vengeance. C'est ainsi que Talaat fut exécuté le 15 mars 1921 à Berlin, Chakir le 17 avril 1922 à Berlin, Enver le 4 août 1922 au Tadjikistan et Djemal le 25 juillet 1922 à Tbilissi.

Les déportations avaient été formellement autorisées par une loi ottomane du 27 mai 1915 « *sur le déplacement des personnes suspectes au nom des besoins militaires* ». La loi du 29 septembre 1915 prévoyait la « *liquidation des biens et créances des personnes morales et physiques transportées dans d'autres localités* ». En d'autres termes, ce cadre juridique permit la spoliation des biens des Arméniens que l'Etat turc après la guerre ne restitua pas.

### Le silence et l'oubli

Une fois la République turque proclamée par Mustapha Kémal en 1923, le Génocide des Arméniens tomba dans l'oubli. De bonnes relations avaient été installées avec l'Union Soviétique après la révolution de 1917, France et Grande Bretagne voulurent agir de même après s'être partagé de vastes territoires pris à l'Empire ottoman : Palestine, Irak, Syrie, Liban. Les accords Sykes-Picot avaient délimité ce partage.

La première génération des survivants connut un exil « *sans retour possible* », mention apposée sur leur passeport au départ, avec la mention « *apatride* » apposée à leur arrivée en terre d'accueil. Elle constitua une diaspora dispersée à travers le monde, dont le seul objectif fut de survivre.

La deuxième génération, née dans l'exil, fut celle de l'épanouissement social. La valeur « travail » caractérisa ces années d'intégration réussie. En France en particulier, le processus de naturalisation permit d'acquérir la citoyenneté. Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, ils furent nombreux à s'engager dans la Résistance, tel le groupe Manouchian rendu célèbre par « *l'affiche rouge* ».

C'est la troisième génération, installée dans la Société, qui s'est posé la question de savoir pourquoi elle était là où elle se trouvait. L'Etat turc ne reconnaissait ni la responsabilité du pouvoir ottoman de l'époque, ni même la réalité du Génocide. C'est dans ce contexte de silence et d'oubli que l'ASALA, Armée Secrète Arménienne pour la Libération de l'Arménie, fit parler du Génocide en accomplissant de nombreux attentats contre des représentants officiels de l'Etat turc. Entre 1975 et 1983 le monde découvrit – redécouvrit ? – la réalité du Génocide.

### Le Droit

Le Génocide des Arméniens révèle-t-il l'impuissance du Droit, autrement dit l'inféodation du Droit à la force, à la politique, aux enjeux géo-stratégiques ? Le Génocide n'a jamais été sanctionné et n'est toujours par reconnu par la Turquie. Mustapha Kémal fonda en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman la République de Turquie. Il voulut résolument tourner la page de *l'homme malade* du XIX<sup>e</sup> siècle, ayant relocalisé sur le territoire de la Turquie actuelle les populations affluant des territoires perdus des 20 premières années du XX<sup>e</sup> siècle, s'installant en lieu et place des populations chrétiennes déportées et



massacrées et s'étant au passage approprié leurs biens. Reconnaître le Génocide des Arméniens, c'est remettre en cause le fondement même de la République de Turquie.

C'est cependant à partir de cet « évènement » de l'Histoire, que le concept de crime contre l'Humanité a commencé à être pensé juridiquement. Le crime contre l'Humanité a été réellement inscrit dans le Droit à Nüremberg en 1945.

Le terme « *génocide* » a été créé en 1944 par Raphaël Lemkin, né en Biélorussie dans une famille juive en 1900. Juriste spécialisé dans le Droit international, il fut un étudiant choqué par la décision des Britanniques de libérer en 1921 de l'île de Malte 150 Turcs reconnus responsables de l'extermination des Arméniens et qui avaient été internés en 1919. Il inventa en 1943 le terme « *génocide* » à partir du grec « *genos* = *race, peuple* » et du latin « *caedere* = *tuer* » et l'appliqua aux crimes nazis perpétrés contre les Juifs et à ceux perpétrés par les Turcs contre les Arméniens.

Le terme s'imposa définitivement en Droit international avec l'adoption par l'ONU le 8 décembre 1948 de la « *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* ». Par définition, un génocide est un crime d'Etat, administré, organisé, technologique et purificateur. Ces critères le distinguent du « *massacre de masse* ». Il faut ainsi parler du « *Génocide des Arméniens* » et non « *génocide arménien* » car cette dernière expression ne souligne pas assez que c'est en tant que « *peuple* » que les Jeunes Turcs visèrent à exterminer les Arméniens.

En août 1986, l'ONU adopta le rapport Whitaker, ce qui constitua la première reconnaissance officielle du Génocide des Arméniens dans un document international.

Le 18 juin 1987, le Parlement européen reconnut ce génocide et stipula que le refus de reconnaissance par la Turquie était l'un des obstacles à son entrée dans la Communauté européenne.

En France, une Loi reconnut le Génocide des Arméniens en 2001. La Loi Gayssot du 13 juillet 1990 tendait à réprimer « *tout acte raciste, antisémite ou xénophobe* ». Une proposition de Loi, dite Loi Boyer, visait à réprimer « *la contestation ou la minimisation de façon outrancière de l'existence d'un ou plusieurs crimes de génocide, reconnus comme tels par la Loi française* ». Elle a été invalidée par le Conseil Constitutionnel au motif qu'elle portait atteinte à la liberté d'expression et à la liberté pour la recherche historique.

A la veille de l'anniversaire du Centenaire du Génocide des Arméniens, l'Allemagne et l'Autriche (alliés de l'Empire ottoman pendant la Première Guerre Mondiale) viennent de reconnaître ce génocide et « *assument une co-responsabilité* ».

## Les traités

La guerre russo-turque de 1877-1878 aboutit à la victoire de l'Empire russe, l'Empire ottoman dut accepter le traité de San Stefano du 3 mars 1878 assurant une protection aux Arméniens. Sous la pression de l'Autriche et de la Grande Bretagne inquiètes des prétentions russes dans les Balkans, ce traité fut annulé. Une réunion internationale fut convoquée par le chancelier Bismarck à Berlin et un nouveau traité fut signé le 13 juillet 1878 supprimant les garanties données aux Arméniens d'un protectorat russe et la notion même d'entité socio-culturelle arménienne.

Le 10 août 1920, le sultan signa le traité de Sèvres qui prévoyait le démembrement de l'Empire ottoman. Le président américain Wilson envisageait un protectorat pour l'Arménie dont il avait tracé la carte.

Les attendus de ce traité ne virent jamais le jour car le traité de Lausanne le 24 juillet 1923 redessina les frontières de la Turquie, la République ayant été proclamée par Mustapha Kémal, en faisant disparaître celles de l'Arménie occidentale et de la Petite Arménie en Cilicie.

## Et aujourd'hui ?

Les 13-16 avril 1984 s'est tenue à Paris une session du « Tribunal permanent des peuples », institué pour « *vaincre la carence morale et politique des Etats comme instrument de réalisation de la justice* ». Le Tribunal a jugé sur la base d'une très importante documentation et l'audition de témoins, en majorité historiens et juristes. La sentence du Tribunal s'est fondée en fait et en droit : il a établi dans son arrêt que « *l'extermination des populations arméniennes par la déportation et le massacre constitue un crime imprescriptible de génocide au sens de la convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide* ». Il reconnaît la pleine culpabilité du gouvernement des Jeunes Turcs et déclare que « *l'Etat turc ne peut se soustraire à sa responsabilité sous prétexte d'une discontinuité dans l'existence de cet Etat* ».





Il faut rendre hommage au courage et à l'humilité de nombreux intellectuels turcs qui reconnaissent la réalité du Génocide des Arméniens : Ahmed Insel, enseignant à l'Université Galatasaray d'Istanbul a lancé une pétition en 2008 « *demandant pardon* » aux Arméniens. Hassan Djemal, le propre petit-fils de Djemal pacha, fut mortifié par la connaissance de ce génocide dont son grand-père fut l'un des responsables. Taner Akçam, enseignant au Center for Holocaust and Genocide Studies à la Clark University de Worcester, a publié en 2012 un livre intitulé « *un acte honteux : le génocide arménien et la responsabilité turque* ». L'assassinat du journaliste arméno-turc Hrant Dink le 19 janvier 2007 par l'extrême droite turque jeta dans les rues d'Istanbul des milliers de personnes scandant « *nous sommes tous des Arméniens* ».

Il est nécessaire d'éviter plusieurs pièges. Tout d'abord, il faut éliminer l'idée qu'il existe une version arménienne et une version turque de l'Histoire : les faits sont établis, il n'y a qu'une réalité historique qui conclut à l'existence du Génocide des Arméniens. Ensuite, toute hostilité envers la population turque doit être bannie : elle est victime de la non-information et de la désinformation de ce qui s'est passé durant la Première Guerre Mondiale, processus de désinformation organisé par l'Etat dans tous les vecteurs d'information dès les livres scolaires.

Enfin, il faut se garder que les enjeux géo-stratégiques de cette région du monde où se juxtaposent le conflit israélo-palestinien, la participation de la Turquie à l'Otan, le voisinage de l'Iran avec sa problématique nucléaire, les bandes islamistes radicales de Daesh qui sévissent en Syrie et en Irak, ne replongent dans l'oubli le Génocide des Arméniens.

## Conclusion

Chaque Arménien(ne) de la Diaspora est le fruit des survivants du Génocide perpétré en 1915 dans l'Empire ottoman.

Chaque histoire personnelle relève de cette tragédie.

Je porte comme premier prénom celui du grand-père maternel de ma mère, qui fut le Patriarche religieux d'Andrinople et qui la confia à un orphelinat américain avant de disparaître comme disparut avant lui le reste de sa famille ; comme second prénom celui du plus jeune frère de mon père, qui mourut du typhus pendant la Marche de la Mort : les enfants natifs d'Afgadadjuköy près d'Amasya au nord de l'Empire, marchèrent vers Alep au sud, où seuls survécurent mon père et sa sœur, recueillis par un orphelinat américain.

Je naquis de parents arrivés en France à Marseille, apatrides ultérieurement naturalisés. Au gré des convois, j'aurais pu naître américain car mon père devait partir initialement pour Détroit : ce ne fut pas le cas, car les enfants devaient être « en bonne santé », ce fut finalement Marseille...

Ce modeste article se veut mémoriel, en souvenir de ces orphelins au regard perdu qui, couverts de cendres, eurent la volonté de transmettre une flamme.

## Quelques références

1. L'Histoire, « Arméniens : le premier génocide du XXème siècle », n°408, février 2015.
2. Courrier international, « Où va la Turquie ? », mars-avril-mai 2014.
3. « Arménie 1915 : un génocide exemplaire », Jean-Marie Carzou, Calmann-Lévy, 2006.
4. « Mémorial du Génocide des Arméniens », Raymond Kévorkian et Yves Ternon, Seuil, 2014.
5. « La France face au Génocide des Arméniens », Vincent Duclert, Fayard, 2015.
6. « Comprendre le Génocide des Arméniens », Hamit Bozarslan, Vincent Duclert, Raymond Kévorkian, Tallandier, 2015.
7. « Arméniens : le temps de la délivrance », Gaïdz Minassian, CNRS Editions, 2015.
8. « Jugement à Istanbul : le procès du Génocide des Arméniens », Vahakn Dadrian et Taner Akçam, Editions de l'Aube, 2015.
9. « Opération Némésis : les vengeurs arméniens », Jacques Derogy, Fayard, 1986.
10. « Le Génocide des Arméniens : origine et permanence du crime contre l'Humanité », Jean-Baptiste Racine, Dalloz, 2006.
11. « L'Arménie à l'épreuve des siècles », Annie et Jean-Pierre Mahé, Gallimard, 2005.